

CONTRIBUTION BERNARD LAMIRAND 39eme CONGRES PCF 2023

Mon intervention portera uniquement sur les lieux de travail et donc notre activité à l'entreprise.

Pour tout dire, elle a été en relâche un certain temps.

Les causes sont multiples : la désindustrialisation, le retard pris dans l'analyse des nouvelles technologies et particulièrement la révolution informationnelle, l'individualisation et la bataille idéologique avec en point de mire la remise en cause des acquis sociaux, la renonciation de la présence communiste à l'entreprise.

L'écroulement de notre tissu industriel est un des éléments majeurs de nos reculs à l'entreprise. Nos bastions ont fondu comme neige au soleil au fur et à mesure des restructurations dans les années 80/2000, puis ensuite par ricochets dans les PME par un élagage quasi systématique à travers la sous-traitance menée par les grands groupes industriels et financiers.

Notre travail à l'entreprise s'est affaibli considérablement : il s'en est trouvé diminué par le manque de prise en compte des évolutions sociétales et professionnelles de la classe ouvrière : notre parti s'est laissé entraîné dans l'idée que l'enjeu n'était plus prioritairement le lieu de travail mais dans toutes sortes de lieux éloignés des masses.

Le top de la désaffection du lieu de travail fut pour moi le congrès de Martigues où une ligne de renoncement se dessina et se fit sentir ensuite dans le comportement de nos directions nationales successives quand on regarde la pauvreté de leurs délibérations sur ces questions. Leurs regards étaient ailleurs : vers des alliances de sommet où prévalaient l'électoratisme et des alliances qui obscurcissaient notre démarche communiste. Ainsi naissaient tous les ferments de notre décroissance organisationnelle sur les lieux de travail.

En fait, le travail communiste face à l'exploitation capitaliste sur le terrain s'est trouvé petit à petit mis en friche.

Pendant tout ce temps, la stratégie de domination du MEDEF va s'exprimer avec une violence inouïe vidant les entreprises de leur force vive et humaine et mettant les salariés-es rescapés-es en état de sujétion dans une sorte d'individualisation forcenée en s'attaquant notamment aux acquis sociaux et particulièrement en favorisant le syndicalisme d'accompagnement des crises. La réponse communiste n'est pas venue ou alors de manière très défensive : elle ne pouvait plus parvenir dans de bonnes conditions puisque l'outil politique à l'entreprise était laissé en jachères pour ainsi dire.

Je l'ai vécu et j'ai alerté tant sur le plan politique que sur le plan syndical, sur des processus de travail liés à l'utilisation patronale des nouvelles technologies et particulièrement de la révolution informationnelle, que pourtant des communistes économistes tel Paul Boccara avaient alerté et je tiens à souligner le rôle incessant de la section économique du Pcf pour retrouver le chemin des luttes avec le monde du travail avec des propositions pour reprendre l'offensive et non la subir.

Hélas le travail de la commission économique du parti n'a été vu que comme une sorte de divagation économiste alors que le projet d'une sécurité emploi formation qu'elle développée est un atout majeur dans la bataille contre le capital.

Notre affaiblissement politique à l'entreprise : l'évolution de l'organisation du travail particulièrement dans les grandes entreprises, l'introduction des nouvelles technologies la montée d'une main d'œuvre très qualifiée n'a pas été vue comme un des grands aspects de la modification de la classe ouvrière.

Cela avait été certes discerné par des militants-es communistes dans les entreprises, mais leurs observations sont tombées dans le tombeau de la place du Colonel Fabien.

Donc sans outils et sans combat à la hauteur de l'enjeu de classe ; voilà la situation où nous nous sommes trouvés ; et ce fait a été constaté par le capitalisme, dont un certain Warren Buffett, un grand capitaliste américain, qui s'exclama goulûment au moment de la crise de 2008 en s'écriant : « la lutte de classe existe ; mais c'est nous qui l'avons gagné » !

Dans le cadre du 38ème congrès en 2018, des camarades sont intervenus-es, non pas pour constater, mais pour que l'on retrouve le chemin de l'entreprise ; j'en faisais parti et je reste insistant et têtu sur cette prise de position.

Des engagements ont été pris depuis, mais pas assez à mon avis. Il faut placer l'organisation de notre parti dans le réel d'un monde du travail en pleine évolution et qui cherche à redonner du sens à ce mot travail ; le projet de base commune voté à plus de 82 %, l'aborde, mais je pense qu'il mérite un développement conséquent sur cette question.

Nous devons faire de ce 39ème congrès le lieu de notre retour à l'entreprise, car c'est là que le PCF va retrouver ses forces ; y compris pour muscler une vie communiste dans les localités. Ainsi les idées communistes pourront à nouveau se diffuser dans les combats authentiques contre ce capitalisme dont à juste raison ont sait qu'il est au bout de sa route et que s'il n'est pas combattu pour ce qu'il est, il peut demeurer et nous conduire au pire avec une extrême droite fasciste en France et plus largement en Europe et dans le monde. Alors, oui, faisons du communisme à l'entreprise et prenons les décisions statutaires pour qu'il en soit ainsi.

Nous devons aussi retrouver, dans le respect du mouvement syndical, l'échange et la discussion avec les militants syndicaux et particulièrement la CGT auquel notre approche de classe permet de travailler ensemble : un seul exemple : le sens à donner au travail dans un monde capitaliste qui rend les travailleurs de plus en plus subordonné à une idéologie où l'humain est carrément sacrifié, mais aussi sur le retour d'une industrie forte, des salariés-es formés-es et bien rémunérés-es dans notre pays.

Je pense que des assises des communistes à l'entreprise seraient un moyen pour mettre à l'ordre du jour notre retour sur les lieux de travail.

Bernard Lamirand section de Nogent Sur Oise